

Notre Histoire en question !...

C'est que notre avenir se crée par le mouvement social bien au contraire de ce que pensent certains fonctionnaires !

*

Dans le flot continu des interventions qui sont faites sur les réseaux sociaux, sur les médias (TV et radios), la double page de FA, depuis le « *mouvement LKP du 27 mai 2018, au Fort Louis Delgrès* », il y a, à n'en pas douter, une ligne jaune, que d'aucun aurait tracée, et qu'il ne faudrait pas franchir : « l'histoire au historien ! »

La volonté exprimée par deux professionnels de l'histoire, d'être des défenseurs de « l'histoire et du métier d'historien » ne saurait se réduire à un « coup de vent corporatiste ». Non ! Il s'agit bien d'idéologie, d'opinion politique enveloppée dans un voile prétendument d'experts. En effet, ils ont répondu à la seule et unique question posée par le LKP : faut-il garder la dépouille de Richepanse dans le Fort Louis Delgrès ? Leur réponse à la question est, pour le moins, lapidaire.

La façon dont les personnes en question ont répondu à la question posée à une instance politique, en l'occurrence le Conseil Départemental, est réellement problématique. Le fait justifie amplement que des milliers de Guadeloupéens se soient exprimés là-dessus. Que pensons-nous du débat ainsi provoqué ?

1 – De la dépouille de Richepanse

Il est incontestable que le corps de ce général, chef de l'expédition envoyée en Guadeloupe en avril 1802, par le Consul Bonaparte, gît dans le Fort construit à Basse-Terre par le seigneur-propriétaire Charles Houël. Qu'à la suite de guerres des corps gisent dans des contrées lointaines, cela est un fait que l'histoire a longtemps consigné dans des écrits, dans toutes les langues du monde. Ce qui fait problème ici, c'est que le corps en question, celui du général Richapense, soit magnifié, sanctifié et exposé à la gloire de la République, de la « patrie » française sur le sol de Guadeloupe.

Que vient faire Richepanse en Guedeloupe en 1802 ?

Tout d'abord, dire que les textes officiels de rétablissement de l'esclavage datent de 1803 et qu'en conséquence Richepanse, décédé en septembre 1802, n'a rien à voir avec la restauration institutionnelle de cette iniquité, est une fumisterie. Tous les ingrédients de la remise en « ordre d'avant 1789 » sont rétablis institutionnellement dès l'arrêté de Richepanse du 17 juillet 1802. Que des historiens débattent sur la légalité ou non d'une telle initiative revient, dans d'autres circonstances à se demander, si ce qui est légitime est légal ? Les vainqueurs de la guerre de Guadeloupe ont appliqué à l'encontre des vaincus ce qui leur paraissait légitime, un point c'est tout. Par ailleurs, il serait plus que judicieux que l'on s'interroge sur les directives « écrites » et « non écrites » données au général.

Je ne pense pas que Richepanse ait décidé, malgré lui, d'obéir à la volonté des anciens maîtres, émigrés ou pas, de rétablir l'ordre d'avant 1789. Un général se doit d'être bien plus perspicace : l'avenir du pouvoir central peut dépendre de ses actions. Donc ...cherchez du côté du pouvoir consulaire le ou les liens qui pourraient exister entre les actions entreprises sur le terrain par le chef de l'expédition et les directives de son commanditaire n'est en rien une ineptie, comme on veut nous le faire croire. Et, ne s'en tenir qu'à la chronologie des textes qui nous sont parvenus est le signe d'une double insuffisance : sur le plan de la méthode et sur le plan de la réflexion fondamentale.

Ensuite, personne ne peut répondre à cette question sans faire référence à la principale cause de l'expédition dirigée par ce général, c'est-à-dire la « *rébellion d'octobre 1801* ». Ainsi, l'investigation historique ne saurait se départir de creuser, sous les apparences et autres boniments, ce que la

dynamique militaire au départ cache sous l'uniforme, comme problème d'ordre social, politique, voire culturel. C'est la vérité du temps : nous sommes en Guadeloupe, dans la Caraïbe, à la fin du XVIII^e siècle.

Enfin, dire que tous les vestiges ont droit au respect est une pirouette face à la question centrale posée. Tout réside dans l'usage qui est réservé à l'objet en question. En l'occurrence, il s'agit de la sépulture du vainqueur de la guerre de mai 1802, posée avec mention en honneur de la « patrie », dans un établissement honoré par le nom du vaincu. Convenons qu'il faut être schizophrène pour ne pas s'inquiéter, ne serait-ce que de la disharmonie distillée par la chose, notamment chez les élèves et autres adolescents.

Le général Richepanse est responsable devant le 1^{er} Consul de la République française du rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe. Ce fait est reconnu comme un « *attentat contre la dignité humaine* », par la seconde république française, comme un « *crime contre l'humanité* » par la cinquième république française, aussi est-il parfaitement légitime, du point de vue des descendants des esclaves en Guadeloupe, de demander le rapatriement de sa dépouille en France.

2 – De l'historiographie produite en Guadeloupe à l'ère coloniale...

Avant le XX^e siècle, l'historiographie en Guadeloupe est produite par une catégorie précise de personnes : des prêtres, dans la seconde moitié du XVII^e siècle (Breton, Dutertre, Labat), des civils au XIX^e siècle (Boyer-Peyreleau, Lacour, Ballet). Ce qu'il faut ajouter dans la terminologie de ces époques, c'est qu'ils sont TOUS des « blancs » !

Dès le premier quart du XX^e siècle, mais surtout dans la seconde moitié du siècle, dans les années 1950-60, la nomination de nouveaux enseignants, les questionnements concernant la mise en application du nouveau statut dit « départemental », la question de l'assimilation et du contenu des programmes scolaires secouent les habitudes. Ainsi, sont posés de nouveaux horizons à la recherche et à l'investigation historiques. Parmi les premières personnes qui entreprennent d'instituer sur le terrain de l'histoire, il y a des « blancs » non historiens : Mario Petrelluzzi (fondateur et 1^{er} président de la SHG-société d'histoire de la Guadeloupe)¹ ; il y a des « noirs », des « mulâtres », qui ne sont pas obligatoirement historiens de formation...

La mise en place du CESL (centre d'études supérieures littéraires) en 1963 crée les conditions d'une nouvelle donne en la matière. Des bacheliers sortis du lycée peuvent directement entreprendre des études d'histoire de la Caraïbe, sur le tas. Mais, c'est la mise en œuvre en juillet 1970, du CUAG (centre universitaire des Antilles-Guyane) qui constituera le cœur, la dynamique principale de ce changement. Jacques Adélaïde-Merlande joue un rôle capital lors de cette période.

A partir des années 1970, les initiatives signalées mêlées à la nouvelle donne sociale issue des bilans politiques des événements de mai 1967 fixent le cadre d'une nouvelle approche aussi bien en matière politique, que sociale et idéologique. La matière historique n'échappe pas à cette remise en cause globale de la société « départementale »...

C'est ainsi qu'en 1978, j'écrivis un texte intitulé « *Historien guadeloupéen ou historien de l'histoire de la Guadeloupe !?* », destiné à trois jeunes compatriotes étudiants en histoire, membre de

¹Double nationalité française et italienne.

Pionnier du développement de l'hôtellerie et de la restauration liées au tourisme à la Guadeloupe. Propriétaire de l'hôtel La Pergola au Gosier. A contribué sur ses fonds personnels à des fouilles permettant de redécouvrir les ruines des défenses militaires du XVIII^e protégeant Pointe-à-Pitre depuis les hauteurs du Gosier et de commencer à dégager le fort Fleur d'Épée (inscrit Monument Historique depuis 1979).

Rédacteur(s) de la notice : Martine François

Fiche créée le 02/03/2011 - Dernière mise à jour le 02/03/2011

© copyright CTHS-La France savante.

l'AGEG en vue d'échanges dans un groupe de travail sur l'historiographie caribéenne. Ces travaux sont clôturés par une création : la constitution de l'association « *Sosyété Istwa Savann* » (5 août 1984 à Gourbeyre), qui entreprit un vaste travail de vulgarisation historique. Sur ce plan, les temps actuels, avec ses avancées et ses excès, doivent énormément à cette initiative originale...

Mesdames ! Messieurs !

Nos deux professionnels seraient-ils hors du champ social ? Pas du tout ! Ils parlent d'un point de vue ! C'est-à-dire, un lieu imaginaire (ce ne peut être autrement pour chacun de nous en tant qu'être social) à partir duquel ils « pensent ».

3 – Nos idées sont-elles des créations de nos têtes en dehors de tout lien avec notre environnement naturel et social ?

A l'occasion de ce que j'ai pu entendre, à propos de ce débat portant sur « l'histoire et l'historien », m'est venu la question suivante : nos idées naissent-elles dans nos têtes sans aucun lien avec l'extérieur ?

Autrement dit, sommes-nous des « *pyé-lidé* », à la manière des « *pyébwa* » nous procurant des fleurs et des fruits, ni plus ni moins, qui constituent le lieu d'une excrétion de « pensées » que nous fournissons à la demande ? L'essentiel est que nous soyons qualifiés pour le sujet souhaité.

J'ose penser que nos idées ne sont que les reflets dynamiques de notre environnement naturel et social. En peu de mots, il s'agit de se dire que, sans un environnement naturel et/ou social, nous serions dans l'incapacité de produire une seule idée, d'avoir une seule pensée, y compris sur le plan éthique. Alors, l'idée naît donc de la relation qui se tisse entre notre « *Kò-Chè* » et l'environnement naturel et social et non comme une excrétion « *in vivo* » de notre cerveau aussi costaud, soit-elle. « *« Tini po a tèt, tini nèt, tini sèrvèl-paka-fè-lidé ! »*² La tête et le corps qui la portent sont des réceptacles dynamiques (inter-combinés) de nos relations sociales, sans lesquelles nous ne serions que des masses de matière vivantes, mais sans idées.

Croire qu'il y a des « historiens » à même de nous dire, dès que le besoin se ferait sentir, ce qu'est « la vérité » des faits, est une pure illusion.

4 – De la construction des faits...

De mes années de licence et maîtrise en histoire, à l'université François Rabelais de Tours (Institut de la Presse et de l'Opinion), j'ai appris d'un historien anglais dénommé Carr³ que l'historien produit les « faits »... J'ai appris également d'une historienne française, R. Robin⁴, que le discours historique est analysable, mesurable. Il peut être un objet d'étude.

La convocation des documents, des sources, l'utilité de l'esprit critique, de l'honnêteté intellectuelle n'absout aucunement l'historien de sa condition humaine. Nous sommes avant toute chose des êtres sociaux. Aussi, *nous produisons notre histoire comme elle nous produit.*

Je ne suis l'historien de qui que ce soit ! Je refuse que l'on me somme de répondre à qui que ce soit, sur commande, sur tel ou tel sujet d'histoire, sous le seul prétexte que je serais un rat d'archives. Non ! Intellectuellement, c'est surprenant d'avoir entendu cela des historiens en question.

En homme responsable, j'ai choisi de contribuer aux côtés de l'UGTG, depuis 1997, à la régénération de la vision de notre passé. Nous cultivons l'idée que le « monde moderne » nous a rendu

² Trad. : « *Ni la peau de la tête, ni les nerfs, ni la cervelle ne produisent par eux-mêmes des idées !* »

³ H CARR, *Qu'est-ce que l'histoire ?* Traduit de l'anglais par Maud Sissung, Londres, 1961 et 1986, Paris, 1988, 232 pages

⁴ R. Robin, *Histoire et Linguistique*, Ed. A. Colin, Paris, 1973

dépositaire de la « *conscience du monde actuel* ». Nos idées ne sont ni inodores, ni incolores, sans saveur et sans âme !

Aussi, quand nous construisons les « faits », ils sont forcément à l'image de nos craintes et de nos peurs, de nos audaces et de nos folies. Dans cet ordre d'idée on pourrait se demander la raison pour laquelle les dates du 21 octobre 1801⁵ et du 6 mai 1802⁶ ne sont pas analysées comme parties d'un seul et unique événement historique ?

Conclusion

C'est la mesure qui devrait s'imposer en toute chose !

De façon presque anodine, presque en « *bistankwen* », la protection des reliques et monuments esclavagistes trouve en ces personnes des « apologistes de l'esclavage » masqués en « historiens ».

Osons inventer un nouveau « nouveau monde » !

« *NOU sé MOUN kon tout MOUN !*

NONM jôdi sé enki yè a NONM dèmen ! »

Port-Louis le 04.06.2018

Babylas, Raymond GAMA

Docteur en histoire

Certifié à la retraite

Ancien Chargé de cours à l'UAG

⁵ *L'historiographie en rend compte comme le point de départ de la rébellion d'officiers de couleur en Guadeloupe.*

⁶ *Arrivée de Richepanse en Guadeloupe et désarmement de plusieurs centaines de soldats de couleur.*